

« FÉMONATIONALISME »

Par Adrienne Demaret

OU LE FÉMINISME OPPORTUNISTE

Longtemps, les discours d'extrême droite ont relégué la femme à un rôle de mère, dans un monde patriarcal où les hommes avaient tout à dire. Un message qui séduisait peu les votes des femmes, dont les droits n'étaient pas mis en avant. Mais, ces derniers temps, les visages de ces partis se féminisent, et des groupements issus de cette mouvance s'approprient l'espace public pour se proclamer défenseurs de la femme, féministes même. On peut s'étonner que les partisans d'extrême droite virent ainsi leur cuti, à moins que cette stratégie ne serve plusieurs objectifs nationalistes.



Des groupes de femmes à l'extrême droite, il y en a toujours eu. Mais les débats et mouvements féministes étaient, eux, vus comme des menaces pour la famille traditionnelle. Les revendications féministes mettent en danger les valeurs de l'extrême droite et du patriarcat, sur lequel se fonde la vision de la société où la masculinité et la féminité sont perçues comme des faits naturels et biologiques. Les femmes sont des êtres vulnérables à protéger, leur procréation étant cruciale pour la survie de la nation, comme l'énonce François Debras, politologue : « Classiquement, les partis politiques d'extrême droite sont décrits comme des organisations machistes, exaltant la virilité et réduisant les femmes au rôle de mère. Ils véhiculent des discours antiféministes et critiquent les questions sociétales sur le genre (...). Les partis d'extrême droite promeuvent donc des politiques de natalité et s'opposent aux mariages homosexuels ou aux projets de loi relatifs à l'avortement qu'ils considèrent comme des menaces pour la "famille traditionnelle" ou "l'ordre naturel" ». Il semble donc très étonnant que cette mouvance politique se positionne à présent comme féministe. À y regarder de plus près, on découvre que cette nouvelle défense des droits des femmes se fait de deux manières, différentes mais intimement liées.

1. Protéger la femme blanche européenne contre le méchant immigré

De manière générale, l'insécurité liée à l'immigration est une thématique chère à l'extrême droite. C'est pour cela que chaque fait divers d'un crime commis par une personne issue de l'immigration sur une femme est récupéré par les mouvements « féministes » d'extrême droite et monté en épingle dans les médias et sur les réseaux sociaux. Sous couvert de défendre les femmes contre les viols, le harcèlement de rue ou les violences, l'extrême droite se concentre sur celles commises dans l'espace pu-

blic par des hommes issus de l'immigration. Pourtant, toutes les études le démontrent : il n'y a pas d'agresseur type, et la plupart des féminicides en Europe sont le fait d'une violence intrafamiliale. Parmi les figures de ce féminisme, on retrouve notamment le groupe « Némésis » (voir article sur l'influence), dont la présidente maintient que « dans certaines cultures, la culture du viol est davantage présente ». Quand un journaliste lui fait remarquer que toutes les dernières accusations médiatisées n'ont rien à voir avec des étrangers, elle répond : « On a notre lot à nous de porcs, est-ce que c'est intelligent d'en faire venir d'autres ? », une façon, encore, de ramener l'immigration au centre de la discussion.

2. Promouvoir la société occidentale comme le lieu d'émancipation de la femme Les discours nationalistes qui se disent féministes présentent l'égalité et les droits des femmes comme acquis en Europe, preuve que notre civilisation serait supérieure et évoluée, contrairement à celle arabo-musulmane qui serait misogyne, arriérée et hostile aux valeurs européennes. Comme l'explique Florence Vierendeel, chargée d'études et de communication politique : « De ce raisonnement émane un discours plus global, opposant la civilisation occidentale, "laïque et émancipée" au monde arabo-musulman, "patricial, intégriste et archaïque". La supériorité du peuple blanc et européen est revendiquée, face à des hommes étrangers nécessairement fanatiques et violents qui ne partagent pas "nos" valeurs et dont les femmes sont des victimes. Le port du voile cristallise cet essentialisme culturel : la femme musulmane qui revêt le foulard est nécessairement soumise et opprimée et doit être libérée de ses chaînes. La lutte pour l'égalité est donc un prétexte idéal pour alimenter et renforcer cet antagonisme entre le "nous", le bien, l'acceptable, le modèle à suivre et les "autres". Comme si cette lutte n'avait plus lieu d'être en Europe³... ». Les féministes identitaires estiment qu'une « vraie féministe » doit forcément rejeter l'Islam, puisque les femmes n'y sont pas l'égal de l'homme. Outre leurs obsessions sur l'Islam, on peut tout à fait élargir cette rhétorique aux populations d'Europe de l'Est, où les hommes sont nécessairement perçus comme des mafieux qui pratiquent la traite des femmes et sont chez nous pour y gérer des réseaux de prostitution. Les clichés sont posés : dans les autres cultures, l'homme est le bourreau, et la femme une victime à sauver. Mais l'originalité de l'approche de Sara Farris, professeure de sociologie à la Goldsmiths University de Londres, est de ne pas s'arrêter à une bataille idéologique. Elle montre, exemples à l'appui, que ces politiques ont des motivations et des conséquences économiques très concrètes. Les victimes à « sauver » sont poussées à « s'intégrer » par le marché du travail, afin de s'émanciper en s'assurant une indépendance financière. Seulement, comme le remarque Sara Farris : cette « émancipation » se fait surtout dans les secteurs les plus précaires, mal rémunérés et très genrés : le nettoyage, les travaux domestiques, la prise en charge des enfants, des personnes âgées ou handicapées... ce que les féministes traditionnelles dénoncent depuis des années comme étant des tâches réparties de manière inégale entre les hommes et les femmes.

LE FÉMONATIONALISME

On l'a bien compris au regard des deux précédents paragraphes : sous couvert de féminisme, les mouvements d'extrême droite défendent un agenda xénophobe et raciste. Ces logiques de récupération appartiennent à ce que Sara Farris nomme le fémonationalisme. La rhétorique de celui-ci passe par une racialisation du sexisme et consiste à défendre des mesures ou des politiques qui rejettent les étrangers sous prétexte qu'elles seraient nécessaires à la libération des femmes et à la défense de leurs droits, dans une société occidentale où l'État est présenté comme irréprochable sur la question. Or, nous sommes loin d'avoir atteint un idéal. Sara Farris ne nie pas « l'existence de rapports de domination parmi les populations immigrées, mais elle souligne qu'ils ne sont pas spécifiques à ces populations. Ce qui est particulier, c'est le regard porté sur elles : ainsi des violences faites aux femmes par des "autochtones" seront considérées comme autant de cas individuels, alors que celles exercées par des hommes venus "d'ailleurs" seront reliées à leur "culture"⁴ ». Que font les collectifs comme Némésis contre leur « lot de porcs » justement, quand on sait que les violences sont principalement le fait de proches ou de personnes connues des victimes ? Et il suffit de regarder l'ensemble des accusés du procès pour viol de Mazan qui vient de défrayer la chronique pour se rendre compte que ce groupe d'hommes est représentatif de l'ensemble de la société et de sa diversité.

EN BELGIQUE

Pour étayer son propos, Sara Farris s'est focalisée sur trois pays : la France, l'Italie et les Pays-Bas, où on constate la progression de partis nationalistes qui se servent de l'égalité hommes-femmes comme bouclier contre l'immigration. Mais on pourrait sans problème transposer l'analyse à la Flandre, où le Vlaams Belang utilise l'argument de l'égalité entre hommes et femmes, considérée comme une des valeurs fondamentales de nos sociétés, alors qu'il développe dans son programme des propositions qui vont à l'encontre de cette égalité. Le parti wallon d'extrême droite « Chez Nous » et le Vlaams Belang ont célébré la Journée internationale des droits des femmes en 2024, en insistant évidemment sur l'insécurité (harcèlement de rue, agressions, violences, viols, etc.). Le parti « Chez Nous » n'a pas fait dans la dentelle, puisque ses publications mettaient en scène une femme voilée avec les mots « liberté en danger », et un post sur les réseaux qui explique que l'islamisme est la plus grande menace pour le droit des femmes. Un discours qui va à l'encontre des messages féministes traditionnels qui prônent plutôt la liberté de choix, qu'il soit vestimentaire ou autre. Au nord du Pays, le Vlaams Belang a plutôt choisi le thème de la sécurité avec comme slogan pour la Journée des droits des femmes : « La peur doit changer de camp ».

LE FÉMINISME D'EXTRÊME DROITE N'EXISTE PAS

La récupération de la thématique du droit des femmes n'a rien d'étonnant, puisque l'extrême droite cherche par tous les moyens à alimenter le sentiment d'insécurité de la population, afin de critiquer l'Islam et de diffuser sa théorie du grand remplacement. Modérer le féminisme pour servir une idéologie raciste, réduire le droit des femmes à leur seule « sécurité », voilà qui est surprenant, mais finalement pas si inattendu de la part de l'extrême droite, qui cherche des voix à tous les râteliers. Et cela fonctionne, puisque, pour prendre l'exemple français, le RN de Marine Le Pen a gagné dix points dans l'électorat féminin entre le scrutin européen de 2019 et de 2024, passant de 20% à 30%⁵. Mais, contrairement à ce qu'ils affirment aujourd'hui, les partis d'extrême droite constituent encore et toujours une réelle menace pour les droits des femmes et des minorités. Les nouvelles figures féminines de l'extrême droite, qui combinent carrière professionnelle et enfants, se réapproprient un vocabulaire féministe pour véhiculer des messages centrés sur les

valeurs familiales les plus conservatrices. Par exemple, quand elles dénoncent le fait que les femmes qui travaillent doivent assumer de trop, plutôt que de s'attaquer à la charge mentale et à la répartition inégale des tâches domestiques, elles proposent un retour des femmes au foyer. Quand le parti Vox, en Espagne, propose l'allongement des congés de maternité et l'augmentation des allocations familiales pour les mères, ce n'est pas pour améliorer la condition des femmes, mais pour leur utérus. Lorsque Trump annonce qu'il est là pour protéger les femmes, « qu'elles le veuillent ou non » et ce en mettant des masculinistes notoires au pouvoir, il y a de quoi se poser des questions sur la façon dont certains partis politiques envisagent les droits des femmes. Sara Farris interpelle les femmes en général, et les féministes en particulier, sur l'instrumentalisation de leurs luttes pour justifier des politiques racistes. Car, comme l'analyse Michelle Perrot, historienne et militante féministe française, « qu'il [le féminisme] soit récupéré par l'extrême droite, c'est choquant. Le féminisme ne peut pas s'allier au racisme. C'est contre nature⁶ ». En effet, le féminisme promu par les partis d'extrême droite n'est pas un réel combat pour les femmes car il n'ambitionne pas de changer la société au nom d'un nouveau modèle plus égalitaire⁷. □

1. François Debras, « L'hypocrisie du fémonationalisme » dans Espace de Libertés, juin 2023.

2. Laure Daussy, « Quand le « féminisme » est récupéré par l'extrême droite : le collectif Némésis », dans Charlie Hebdo, n°1496, mars 2021.

3. Florence Vierendeel, « Quand l'extrême droite surfe sur la vague du féminisme », dans Femmes Plurielles, n°84, décembre 2023.

4. Irène Käufer, « Comprendre les instrumentalisation racistes du féminisme », dans Les Grenades, 15 décembre 2021.

5. Ifop-Fiducial pour LCI, Le Figaro et Sud Radio, « Européennes 2024 – Sondage jour du vote : profil des électeurs et clés du scrutin », 9 juin 2024.

6. Propos repris par Laure Daussy, « Quand le « féminisme » est récupéré par l'extrême droite : le collectif Némésis », dans Charlie Hebdo, n°1496, mars 2021.

7. François Debras, « L'hypocrisie du fémonationalisme » dans Espace de Libertés, juin 2023.

